



Schindler

# Prolongation du rachat de max. 10% de la valeur nominale du capital

Base juridique	<p>Le conseil d’administration de Schindler Holding SA, Hergiswil, («Schindler») a décidé le 11 décembre 2008 de prolonger le programme de rachat courant depuis le 3 janvier 2007, jusqu’au <b>30 décembre 2009</b>.</p> <p>Un maximum de 10% des actions nominatives propres et de 10% des bons de participation propres représentant 10% du capital-actions nominatifs respectivement du capital de participation seront rachetés en deux lignes de négoce séparées déjà existantes au SIX Swiss Exchange («SIX»).</p> <p>Si moins de 10% du capital-actions nominatif est offert, Schindler est autorisé à racheter plus de 10% du capital de participation. Ensemble les rachats ne devront cependant pas dépasser 10% de la valeur nominale du capital de Schindler. Schindler terminera le programme de rachat si 10% de la valeur nominale du capital ont été rachetés.</p> <p>Les actions nominatives rachetées seront utilisées pour des programmes de participation du personnel ou pour d’autres but étant dans l’intérêt de la société. Les bons de participation rachetés seront probablement annulés.</p>		
Négoce en deuxièmes lignes dans le segment principal du SIX	<p>Dans le cadre du rachat de Schindler, une deuxième ligne s’appliquant aux actions nominatives et une deuxième ligne relative aux bons de participation ont été installées dans le segment principal au SIX. Sur ces deuxièmes lignes de négoce, seule Schindler pourra se livrer à des achats (par l’intermédiaire de la banque chargée du rachat) en acquérant des propres actions nominatives et bons de participation. Le négoce ordinaire au SIX de bons de participation et d’actions nominatives n’est pas concerné par cette mesure et se poursuit normalement sous les numéros de valeur actuels 2.463.819 et 2.463.821. Les actionnaires et les détenteurs de bons de participation de Schindler désireux de vendre leurs actions nominatives ou bons de participation peuvent le faire soit en effectuant une transaction ordinaire soit en offrant leurs titres à Schindler en deuxième ligne. Schindler n’est pas tenue de racheter à tout moment des actions nominatives ou des bons de participation en deuxième ligne; dans ses achats, Schindler tiendra compte de la situation du marché.</p>		
Prix de rachat	<p>Les prix de rachat respectivement les cours en deuxièmes lignes de négoce devraient se former en fonction des cours des actions nominatives et des bons de participation traités en première ligne.</p>		
Paiement du prix net et livraison des titres	<p>Le négoce en deuxièmes lignes constitue une opération boursière normale. Conformément à l’usage, le paiement du prix net (prix de rachat moins l’impôt anticipé sur la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale) ainsi que la livraison des actions nominatives et des bons de participation achetés auront donc lieu trois jours boursiers après la date de transaction.</p>		
Banque mandatée	<p>Schindler a chargé du rachat UBS Investment Bank, une division d’UBS SA. Elle sera, par ordre de Schindler, le seul membre de la Bourse à établir des cours demandés des actions nominatives et des bons de participation en deuxièmes lignes de négoce.</p>		
Vente en deuxièmes lignes de négoce	<p>Les actionnaires et les détenteurs de bons de participation qui souhaitent vendre leurs titres s’adresseront à leur banque ou à l’UBS SA.</p>		
Obligation d’effectuer les transactions en bourse	<p>Selon décision du SIX Swiss Exchange, toutes les transactions en deuxièmes lignes de négoce doivent absolument passer par la bourse; les opérations hors bourse sont interdites.</p>		
Propres titres	<p>A la date du 10 décembre 2008, Schindler détenait 2’003’024 de ses propres actions nominatives et 966’208 de ses propres bons de participation de CHF 0.10 chacun(e) ce qui correspond à 2.76% du capital-actions et à 1.96% du capital de participation inscrits actuellement au registre de commerce.</p>		
Actionnaires déterminants	<p>Les familles Schindler et Bonnard ainsi que des personnes étant proches à ces familles détiennent au 10 décembre 2008 moyennant une convention d’actionnaires 51’077’328 actions nominatives de CHF 0.10 chacune ce qui correspond à 70.5% des voix du capital-actions inscrit au registre de commerce.</p>		
Impôts	<p>Le rachat des propres actions et des bons de participation en vue de réduire le capital est considéré comme une liquidation partielle de la société opérant le rachat, aussi bien sous l’angle de l’impôt fédéral anticipé que sous l’angle des impôts fédéraux directs. Plus particulièrement, il en découle les conséquences suivantes pour les actionnaires et les détenteurs des bons de participation qui vendent leurs titres, indépendamment de l’utilisation que Schindler fera par la suite des titres offerts:</p> <p><b>1. Impôts anticipés</b></p> <p>L’impôt fédéral anticipé se monte à 35% de la différence entre le prix de rachat des actions nominatives ou des bons de participation et leur valeur nominale. La société racheteuse respectivement la banque mandatée déduit l’impôt du prix de rachat et en remet le montant à l’Administration fédérale des contributions. Les personnes domiciliées en Suisse peuvent se faire rembourser l’impôt anticipé si, au moment du rachat, elles avaient droit de jouissance sur les actions ou bons de participation (art. 21, al. 1, lettre a, de la loi sur l’impôt anticipé). Les personnes domiciliées à l’étranger peuvent exiger le remboursement dans la mesure où les conventions de double imposition le permettent.</p> <p><b>2. Droits et taxes</b></p> <p>Le rachat d’actions et de bons de participation propres en vue de réduire le capital est franc de timbre de négociation. La taxe SIX est cependant due.</p> <p><b>3. Impôts directs</b></p> <p>Les dispositions suivantes s’appliquent à l’impôt fédéral direct. L’usage, en ce qui concerne les impôts cantonaux et communaux, correspond en général à celui de l’impôt fédéral direct.</p> <p>a) <i>Actions nominatives resp. bons de participation détenus dans la fortune privée:</i></p> <p>En cas de rachat direct des actions resp. des bons de participation par la société, la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale des actions nominatives resp. des bons de participation forme un revenu imposable (principe de la valeur nominale).</p> <p>b) <i>Actions nominatives resp. bons de participation détenus dans la fortune commerciale:</i></p> <p>En cas de rachat direct des actions resp. des bons de participation par la société, la différence entre le prix de rachat et la valeur comptable des actions nominatives resp. des bons de participation forme un bénéfice imposable.</p> <p>Les conséquences fiscales décrites interviennent en principe indépendamment de l’utilisation que la société fait des actions nominatives et des bons de participation rachetés. Dans des cas isolés, des particularités fiscales peuvent toutefois découler du fait que les actions nominatives rachetées par Schindler ne sont pas annulées en raison de la réduction du capital. Les personnes qui veulent faire valoir la réduction pour participation (Beteiligungsabzug), sont averties que les autorités fiscales compétentes pourraient autoriser la réduction pour participation que lorsque le capital-actions a été effectivement réduit dans la mesure correspondante.</p>		
Confirmation de Schindler	<p>Dans le cadre de sa stratégie à long terme, Schindler examine continuellement diverses possibilités d’acquisition. En outre, la société certifie, conformément aux dispositions en vigueur, qu’actuellement, elle ne dispose d’aucune information non publiée pouvant exercer une influence déterminante sur la décision du détenteur d’actions ou de bons de participation.</p>		
Droit applicable et for	<p>Droit suisse. Zurich est for exclusif.</p>		
Numéros de valeur et ISIN	Bon de participation de CHF 0.10 nominal	2.463.819	CH0024638196
	Bon de participation de CHF 0.10 nominal (2 <sup>e</sup> ligne de négoce)	2.827.875	CH0028278759
	Action nominative de CHF 0.10 nominal	2.463.821	CH0024638212
	Action nominative de CHF 0.10 nominal (2 <sup>e</sup> ligne de négoce)	2.827.876	CH0028278767
Lieu et date	<p>Zurich, le 23 décembre 2008</p>		

Cette annonce ne constitue pas de prospectus d’émission au sens des art. 652a CO.

This offer is not made in the United States of America and to US persons and may be accepted only by Non-US persons and outside the United States. Offering materials with respect to this offer may not be distributed in or sent to the United States and may not be used for the purpose of solicitation of an offer to purchase or sell any securities in the United States.